
[La certification favorise la concentration des terres, la violence et la destruction](#)

Au moment de leur création, ces plans de certification de plantations ont tous deux suscité beaucoup d'attentes en promettant une véritable transformation : ils atténueraient les effets négatifs des plantations de monocultures à grande échelle de manière à ce que celles-ci puissent produire des résultats positifs pour les communautés locales, l'économie locale et l'environnement. Cependant, après toutes ces années, nous pouvons conclure qu'en fin de compte, la RSPO et le FSC partagent également la caractéristique de ne jamais combler ces attentes.

La RSPO a été créée il y a 14 ans et le FSC a 25 ans. Au moment de leur création, ces plans de certification de plantations ont tous deux suscité beaucoup d'attentes en promettant une véritable transformation : ils atténueraient les effets négatifs des plantations de monocultures à grande échelle de manière à ce que celles-ci puissent produire des résultats positifs pour les communautés locales, l'économie locale et l'environnement. Cependant, après toutes ces années, nous pouvons conclure qu'en fin de compte, la RSPO et le FSC partagent également la caractéristique de ne jamais combler ces attentes.

Dans une lettre ouverte (que vous pouvez encore signer [ici](#)) à la RSPO (sigle anglais de la Table ronde sur l'huile de palme durable), à l'occasion de sa 16^e assemblée prévue en novembre 2018, un groupe d'organisations dénonce que la transformation promise ne s'est pas produite, tout au contraire. La lettre affirme : « La promesse de « transformation » de la RSPO s'est transformée en un puissant outil d'écoblanchiment des entreprises du secteur de l'huile de palme. La RSPO donne à cette industrie, qui demeure responsable de l'accaparement violent de terres, de destructions de l'environnement, de pollutions résultant d'un usage excessif de produits phytosanitaires et de destruction des moyens de subsistance de paysans et de peuples autochtones, une image « durable ». »

Presque tous les articles du présent numéro du bulletin du WRM portent sur les plantations d'arbres et certains d'entre eux parlent même des sceaux de certification déjà mentionnés et de la façon dont ceux-ci profitent dans les faits aux entreprises au détriment des communautés.

L'article sur le Brésil, par exemple, montre comment les grandes entreprises en Amazonie utilisent les sceaux de la RSPO et du FSC (sigle anglais du Conseil de gestion forestière) pour légitimer leurs pratiques illégales. Au Brésil, la pratique des grands propriétaires terriens de produire de faux titres fonciers, connue sous le nom de grilagem (« grillage ») est monnaie courante. Les principes établis par la RSPO et le FSC exigent que pour accorder un certificat de gestion forestière responsable, la plantation doit être établie sur des terres dont la propriété a été obtenue légalement. Cependant, dans le cas de la société certifiée Agropalma, qui plante des palmiers à huile, la RSPO a commis une grossière erreur en donnant de la crédibilité à des titres fonciers qui, depuis des années, font l'objet d'enquêtes et d'actions judiciaires déposées contre l'entreprise par les autorités brésiliennes compétentes.

Également au Brésil, le sceau certifié FSC de la forestière Jari Florestal a aussi donné de la

crédibilité à une documentation illégale et l'organisme de certification a ignoré des actions judiciaires en cours depuis 2005. Même si cet organisme avait proposé, dès le moment où elle accorda son sceau à l'entreprise, un processus pour résoudre les graves conflits fonciers avec les communautés locales, ces conflits se poursuivent aujourd'hui sans solution. Le plus grave, c'est que durant toutes les années où elle a joui du sceau, de 2004 à 2017, la forestière a obtenu des avantages sur les marchés internationaux liés au bois non certifié, de sorte qu'elle s'est enrichie encore plus. Voilà dans les faits le résultat produit par le FSC.

Dans un autre article, nous montrons comment la société OLAM, certifiée par la RSPO, a privé une communauté entière au Gabon d'un droit considéré parmi les plus essentiels : celui de l'accès à l'eau potable. Il faut également indiquer que cette société privée a récemment tenté sans succès de contrôler et de déranger une rencontre de communautés qui voulaient se réunir seules avec des collaborateurs pour discuter des problèmes que leur causent les plantations d'OLAM. Ces communautés veulent discuter et échanger librement sur ces problèmes et elles ont le droit de le faire. À cette rencontre, elles ont conclu qu'OLAM, en créant des comités pour discuter de soi-disant avantages qu'elle procurerait dans chaque communauté, essayait d'empêcher un dialogue collectif entre toutes les communautés sur ce qui les préoccupait le plus : l'expansion effrénée des plantations de palmier à huile dans les forêts et terres dont elles dépendent. Ce processus d'expansion génère un ensemble d'impacts négatifs qui mettent à risque la survie physique et culturelle de ces communautés.

Ce qui se produit au Gabon survient aussi dans d'autres pays, comme le montrent d'autres articles de ce bulletin. Cependant, la RSPO ne fait rien pour empêcher l'expansion des plantations, promue quotidiennement par ses membres. Au contraire, elle fait preuve de complicité.

Que faire au-delà de la certification ? Les communautés montrent des chemins d'espoir et tracent des stratégies de résistance. Dans l'article sur le Nigeria, nous apprenons que le pays possède une forte culture du palmier à huile indigène, laquelle contribue de manière importante à la construction de l'identité culturelle et au bien-être économique de milliers de communautés rurales. Mais celles-ci subissent également les effets de l'expansion des monocultures industrielles de palmier à huile promue par exemple par la société Okomu, propriété du groupe Socfin, un membre de la RSPO. Dans une entrevue, une des femmes des communautés qui s'opposent à la société témoigne de la grande violence que subissent les communautés, notamment les femmes. Mais ce n'est pas tout. Elle insiste aussi pour raconter comment la résistance a commencé de la part des communautés lorsque quelqu'un a dit, il y a 15 ans, dans une situation qui semblait totalement désespérée, « nous allons mener cette bataille pour les générations futures. »

De fait, c'est l'avenir qui est en jeu. Avec l'expansion des plantations prétendument « durables » que la RSPO et le FSC promeuvent dans divers pays et continents, la liberté de milliers de communautés d'utiliser leurs territoires et leur capacité de maintenir et de renforcer leurs moyens de subsistance sont gravement menacées. Pour renverser cette situation, il est crucial d'affaiblir également les sceaux de certification comme FSC et RSPO. Les acteurs qui peuvent influencer sur les sceaux, notamment les industries qui achètent l'huile de palme et les consommateurs finaux des produits dotés d'ingrédients certifiés, devraient cesser de les acheter.

Entre-temps, la résistance des communautés continuera et augmentera sans doute dans la mesure où les plantations envahissent plus de terres et de forêts. Notre rôle consiste à tout faire en notre pouvoir pour que la clameur de ces communautés se fasse entendre de plus en plus.

